

ENTREPRISES ET MARCHÉS

SIDÉRURGIE | Non au plan d'investissement proposé par les syndicats, non à l'éventualité d'une cession : ArcelorMittal va confirmer son plan de fermeture partielle du site. Le patron du n° 1 mondial de l'acier ne veut pas revenir en arrière, malgré l'implication personnelle du chef de l'Etat sur ce dossier. ■ PAR THIERRY LUCAS ET CATHERINE MOAL

Pourquoi Mittal veut fermer Gandrange

Le leader mondial

➤ **ArcelorMittal**, né du rapprochement des groupes Arcelor et Mittal en 2007, est le premier sidérurgiste mondial avec une production de 109 millions de tonnes (10 % de la production mondiale) et une présence dans 60 pays.

➤ **En 2007**, son chiffre d'affaires a atteint 76,7 milliards d'euros (+ 8 %) avec un résultat net record de 7,5 milliards d'euros (+ 19,1 %).

➤ **Il emploie 310 000 salariés** et est détenu à plus de 43 % par la famille Mittal.

Deux mois pour rien ? Depuis l'annonce de la restructuration de l'aciérie de Gandrange (Moselle), élus et syndicalistes se sont mobilisés pour trouver une alternative à la fermeture de certaines activités du site, qui supprimerait 595 emplois. Selon toute vraisemblance, la direction d'ArcelorMittal devrait confirmer son projet, lors du comité d'entreprise de ce vendredi 4 avril. Le groupe campe sur sa logique industrielle, et veut réfuter point par point les arguments et propositions des syndicats. Dans ces conditions, l'engagement de Nicolas Sarkozy de maintenir le site en activité semble compromis. Il pourrait, au mieux, peser sur les mesures d'accompagnement d'un plan de fermeture que Lakshmi Mittal semble décidé à mener à terme.

QUE PRODUIT CETTE USINE ?

Spécialisée dans les aciers longs pour l'industrie, le BTP et l'automobile, l'usine de Gandrange, au nord de Metz, a intégré le groupe de la famille Mittal en 1999, cédée par Usinor, future composante d'ArcelorMittal. Le site a produit 1,02 million de tonnes d'acier en 2007, pour une capacité de 1,4 million de tonnes par an. Gandrange est une aciérie intégrée,

équipée d'un four électrique qui fabrique de l'acier à partir de ferrailles. Les deux autres grands équipements industriels sont le train à billettes, qui fabrique des demi-produits (120 000 tonnes en 2007), et le laminoir, d'où sortent 400 000 tonnes de barres et couronnes. Gandrange est aussi producteur de fil (500 000 tonnes/an). Les principaux concurrents de l'usine ArcelorMittal de Gandrange sont l'allemand Saarlöhle, le français Ascometal (filiale de l'italien Lucchini, lui-même détenu par le russe Severstal), et le britannique Corus, racheté par l'indien Tata Steel.

EST-ELLE ENCORE RENTABLE ?

Présentée jadis - lors de l'OPA de Mittal sur Arcelor, en 2006 - comme un modèle de la « méthode Mittal » d'intégration des acquisitions, l'usine de Gandrange a perdu 24 millions d'euros en 2006 et 36 millions en 2007. Sur le diagnostic, tout le monde est à peu près d'accord. Mais pas sur les responsabilités.

Pour la direction, les raisons qui justifient la fermeture partielle du site sont d'ordre économique et opérationnel. La hausse des prix des matières premières, ferrailles et électricité, est d'abord invoquée. Pourtant, la ferraille est revenue à son prix de

2004, et l'usine à l'époque était bénéficiaire, ont répondu les syndicats. Quant au surcoût de l'énergie (15 millions d'euros en 2007, de source syndicale), il serait imputable à un changement peu judicieux de fournisseur d'électricité.

Les avis divergent aussi sur les causes des difficultés opérationnelles de l'usine. Faible taux de disponibilité du four, coûts de maintenance exorbitants, taux de rebuts élevés : pour la direction, les coûts de production pénalisent le site. C'est le résultat d'une gestion déficiente, accusent les syndicats. Le manque d'investissements est responsable de la faible compétitivité de l'usine. Et l'embauche de centaines de jeunes s'est faite sans réel transfert de savoir-faire.

QUEL EST LE PLAN DE LAKSHMI MITTAL ?

Pour que l'ensemble du site de Gandrange redevienne bénéficiaire, et pour lui donner des « perspectives d'avenir », le patron d'ArcelorMittal veut arrêter la partie amont de l'usine : le four et le train à billettes. Bilan social : 595 emplois sur les 1 108 que compte le site seraient supprimés. L'usine serait ensuite approvisionnée en semi-produits venant d'autres aciéries d'ArcelorMittal, d'Allemagne

ÉGALEMENT DANS CETTE PARTIE

22 ThyssenKrupp Sofedit : le vent tourne en région Centre**23** La difficile externalisation des usines Airbus**24** JBS Friboi met le zébu brésilien dans nos assiettes**28** La semaine en bref

FANNY TONDREIRA

(Duisbourg-Ruhrort) et du Luxembourg (Schifflange). Son activité se réduirait au laminage de barres et couronnes, et à la production de fil. Cette réorganisation de l'outil industriel au niveau du groupe est perçue comme un véritable « complot contre Gandrange » par les syndicats, exaspérés par l'absence de prise en compte de leur plan alternatif.

Intransigent sur le volet industriel, ArcelorMittal a, depuis, fait évoluer le volet social de son projet de fermeture. Au-delà des 150 départs en retraite d'ores et déjà prévus, « chaque salarié concerné se verra offrir un emploi à 17 kilomètres du site de Gandrange, à Florange ou à 40 kilomètres du site dans les sites luxembourgeois de l'entreprise », selon Hervé Novelli, alors secrétaire d'Etat

chargé des entreprises. Depuis, le PDG a précisé que le groupe dégagera une enveloppe de 20 millions d'euros pour financer le reclassement des personnels, incluant des frais de formation pour les salariés concernés.

UNE SOLUTION ALTERNATIVE ?

Les syndicats – avec l'aide de Nicolas Sarkozy – ont obtenu un gel du projet pour deux mois, après l'aval d'un accord de méthode fixant juridiquement les échéances des processus industriels et sociaux. Ils en ont profité pour mettre au point leur « contre-projet industriel » pour Gandrange. Pour la CFDT (alliée à la CFE-CGC), il est possible de remédier aux dysfonctionnements du site, et de le ramener à l'équilibre financier dès 2009, moyennant un investissement

Transmission.

Sur 2004-2005, 200 jeunes ont été embauchés, sans qu'un réel transfert de savoir-faire soit organisé avec les générations sur le départ (72 % de l'effectif dépassait les 50 ans).

de 30 à 40 millions d'euros en équipements et formation. Une réduction du portefeuille de produits est également envisagée.

La CGT, jouant cavalier seul, a proposé la construction d'un nouveau four électrique pour 120 millions d'euros, ou une éventuelle reprise. C'est l'option la moins probable : ArcelorMittal n'est pas vendeur car cette usine fait toujours partie de son schéma industriel. Il le réaffirme encore cette semaine : « Gandrange restera une partie intégrante du groupe ». Ce qui n'empêche pas les rumeurs de courir ! Outre ses trois concurrents directs (Saarstahl, Ascométal et Corus), deux autres acquéreurs potentiels ont affiché publiquement leur intérêt : l'homme d'affaires Romain Zaleski, déjà présent dans la sidérurgie en Italie, et l'aciériste brésilien Gerdau, 14^e mondial. Mais ce dernier a finalement démenti être candidat.

QUE PEUT NICOLAS SARKOZY ?

Théoriquement, l'Etat ne peut pas intervenir face à une décision d'un groupe privé. Ni imposer un éventuel repreneur. En revanche, il peut insister sur la mise au meilleur niveau des mesures d'accompagnement en faveur des salariés et du territoire. Des initiatives inédites seraient annoncées ce vendredi 4 avril.

L'Etat peut également vérifier que l'argumentaire d'ArcelorMittal pour contrer les solutions diverses soit présenté et détaillé au maximum. Tout ceci va dans le sens des déclarations récentes de François Fillon : « Nous attendons les propositions de la direction et serons extrêmement vigilants. » Les syndicats, de leur côté, envisagent des actions. ■

Quarante-quatre ans d'histoire industrielle**> 1964**

Wendel et Sidelor créent Sacilor pour bâtir l'usine de Gandrange, en Moselle

> 1994

Mise en route de l'aciérie électrique au sein d'Unimétal (Usinor)

> 1999

Rachat du site par Ispat (MittalSteel) pour 1 franc symbolique

> 2006

Lors de son OPA sur Arcelor, Gandrange est montré en exemple par Mittal

> 2008

> 16 janvier Annonce de la fermeture de l'aciérie d'ici à 2009
> 4 février Visite de Nicolas Sarkozy qui se dit prêt à « investir »
> 9 mars Romain Zaleski est

candidat au rachat du site
> 14 mars Présentation du « contre-projet industriel » par la CFDT, alliée à la CFE-CGC
> 4 avril ArcelorMittal donne son verdict définitif